ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Président de la Chambre des Représentants, le 14 octobre 1986, d'une demande d'avis sur une proposition de loi "relative au nom", a donné le 12 octobre 1987 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 14 oktober 1986 door de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers verzocht hem van advies te dienen over een voorstel van wet "betreffende de naam", heeft op 12 oktober 1987 het volgend advies gegeven :

I. ETAT DE LA LEGISLATION ACTUELLE.

L'article 1er du décret du 6 fructidor an II porte que :

> "Aucun citoyen ne pourra porter de nom ni de prénoms autres que ceux exprimés dans son acte de naissance ; ...".

Strictement, un enfant n'a, selon son acte de naissance, que des prénoms (voir article 57 du Code civil); les noms qui sont exprimés dans cet acte sont celui de son père et celui de sa mère. Tout homme pourrait donc sans méconnaître le décret ci-dessus rappelé porter soit le nom de son père, soit celui de sa mère, soit les deux noms accolés. Si la Cour de cassation a jugé que le nom de l'enfant était celui de son père c'est en interprétant l'article 1er du décret du 6 fructidor an II à la lumière d'un usage que l'auteur de la proposition fait remonter à la Rome antique mais qui pourrait bien être beaucoup plus ancien.

Cet usage a cependant déjà été consacré par la loi; il l'a encore été tout récemment par la loi du 31 mars 1987 modifiant diverses dispositions relatives à la filiation et par la loi du 27 avril 1987 modifiant diverses dispositions légales relatives à l'adoption. La première de ces lois a inséré dans le Code civil un nouvel article 335 dont le paragraphe 1er porte que :

> "L'enfant dont seule la filiation paternelle est établie ou dont la filiation paternelle et la filiation maternelle sont établies en même temps, porte le nom de son père, sauf si le père est marié et reconnaît un enfant conçu pendant le mariage par une autre femme que son épouse".

.../...

La seconde de ces lois a inséré dans le Code civil un nouvel article 370 dont le paragraphe 3 porte que :

> "L'adoption plénière confère à l'enfant, en le substituant au sien, le nom de l'adoptant ou, en cas d'adoption plénière par deux époux, celui du mari.
>
> Toutefois, l'adoption plénière, par une femme, de l'enfant ou de l'enfant adoptif de son mari, n'entraîne aucune modification du nom de l'enfant".

La combinaison de la règle du décret de fructidor et de l'usage aboutit finalement à un régime assez simple et cohérent : l'enfant porte le nom de son père si sa filiation paternelle est établie soit par l'effet de la présomption de l'article 315 du Code civil, soit par une reconnaissance volontaire ou judiciaire, soit par une adoption. Il porte le nom de sa mère si sa filiation maternelle est seule établie.

Par application des règles légale et coutumière ci-dessus rappelées, une femme mariée ne peut porter d'autre nom que celui qu'elle portait avant son mariage, c'est-à-dire le nom de son père sauf si elle est un enfant né hors mariage et que sa filiation n'a été établie qu'à l'égard de sa mère. Les autorités publiques ne connaissent pas d'autre règle : dans les actes notariés et dans les actes de l'état civil, notamment, une femme mariée est toujours désignée par son nom patronymique.

.../...

Mais, à côté de cela, il y a l'usage ou plus exactement les usages car il n'y a pas d'usage uniforme suivi par tout le monde.

Habituellement, une femme mariée porte le nom de son mari et parfois même son prénom. Et il est admis qu'elle puisse signer même un acte public du nom de son mari; aucun parquet n'a jamais poursuivi pour port public de faux nom une femme mariée qui aurait signé un acte de cette façon. Le législateur a même plus ou moins consacré cet usage notamment par l'article 216, § 2, du Code civil, modifié par la loi du 14 juillet 1976, qui admet qu'un époux puisse faire usage dans ses relations professionnelles du nom de son conjoint moyennant l'accord de celui-ci.

Mais il arrive de plus en plus souvent qu'une femme mariée qui exerçait une profession avant son mariage préfère conserver son nom de jeune fille dans ses relations professionnelles pour cette raison d'ordre pratique qu'elle n'est connue que sous ce nom d'un grand nombre de personnes.

Par ailleurs, il n'est pas rare que des gens mariés utilisent leurs deux noms reliés par un trait d'union, le nom du mari venant généralement en premier lieu. Les conjoints peuvent aussi signer des actes publics de ces deux noms sans s'exposer à des poursuites et en faire usage dans leurs relations professionnelles dans les conditions prévues par l'article 216, § 2, du Code civil.

Ce qui crée le problème, ce n'est pas l'absence de réglementation, comme l'avance l'auteur de la proposition; c'est l'existence d'usages non conformes à la loi.

L'auteur de la proposition se réfère aussi aux recommandations du comité des ministres du Conseil de l'Europe ainsi qu'à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, faite à New York le 18 décembre 1979, approuvée par la loi du 11 mai 1983.

Les recommandations du comité des ministres du Conseil de l'Europe, que ce soit celle du 24 septembre 1979 ou celle du 5 février 1985 ne créent aucune obligation juridique pour la Belgique. Elles sont d'ailleurs rédigées en termes fort généraux et laissent de toute façon une grande latitude aux gouvernements pour atteindre l'objectif qu'elles fixent.

.../...

La Convention de New York lie évidemment la Belgique. Son article 16 porte, notamment, ce qui suit :

> "1. Les Etats parties prennent toutes les mesures nécessaires pour éliminer la discrimination à l'égard des femmes dans toutes les questions découlant du mariage et dans les rapports familiaux et, en particulier, assurent, sur la base de l'égalité de l'homme et de la femme :
>
> ...
>
> g) les mêmes droits personnels au mari et à la femme y compris en ce qui concerne le choix du nom de famille, d'une profession et d'une occupation;
>
> ...".

Cet article de la Convention impose, sans doute, aux Etats signataires, de prendre des mesures mais se borne à indiquer le but auquel doivent tendre ces mesures sans en préciser le contenu.

Pour le surplus, on notera que la pratique des autorités administratives qui est conforme à l'article 1er du décret du 6 fructidor an II et qui veut que la femme conserve après son mariage le nom qu'elle portait avant, est conforme aussi bien aux recommandations du comité des ministres du Conseil de l'Europe qu'à la Convention de New York, puisque sa situation est, à cet égard, exactement la même que celle de son mari. Il n'en est autrement qu'en cas de naissance d'enfant dans le mariage. Dans ce cas, en effet, l'enfant porte, en vertu de la loi, le nom de son père.

.../...

II. OBSERVATIONS GENERALES.

1. La proposition soumise à la section de législation du Conseil d'Etat n'est pas de nature à clarifier la situation car elle laisse une grande latitude aux citoyens pour choisir leur nom et même en changer et n'établit pas de règle, même à titre supplétif comme le font certaines législations étrangères. Le texte de l'article 1355 du Code civil allemand, issu de la loi du 14 juin 1976 pour la réforme du droit du mariage et du droit de la famille, autorise les époux à choisir leur "nom matrimonial" au moment de leur mariage, mais il ajoute, disposition supplétive de la volonté des parties, qu'à défaut de choix, le nom matrimonial sera le nom de naissance du mari.

Il y a lieu de prévoir une disposition supplétive lorsque les parties restent en défaut de faire un choix. Un texte est proposé ci-dessous pour compléter sur ce point l'article 1er en projet.

2. La proposition appelle une autre observation générale. Son article 1er et surtout son article 7 rejettent le principe traditionnel de la fixité du nom qui, jusqu'à présent, était considéré comme d'ordre public (1). Un changement de nom et de prénom ne peut se faire que dans les formes légales prescrites par la loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms.

.../...

---

(1) Voyez sur ce point : DE PAGE "Traité élémentaire de droit civil", Tome Ier, 1962, n°s 281 et 282; KLUYSKENS "Personen- en familierecht", 1950, n° 32.

3. La proposition justifie aussi une observation relative à la forme : réglant des problèmes qui touchent à l'état des personnes, les différentes dispositions de la proposition seraient mieux à leur place dans le Code civil sous la forme de dispositions nouvelles ou de dispositions modificatives, selon le cas. La proposition devrait, de toute façon, comporter des dispositions modifiant les nouveaux articles 335 et 358 du Code civil.

III. OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Article 1er.

1. On peut se demander si l'article 1er de la proposition se concilie avec l'article 216, § 2, du Code civil, auquel elle se réfère implicitement en son article 8.

L'article 216, § 2, dispose :

> "Aucun des époux ne peut utiliser dans ses relations professionnelles le nom de son conjoint qu'avec l'accord de celui-ci".

De plus, ce même article 216, § 2, prévoit qu'en cas de retrait de l'accord donné, un recours est ouvert devant le tribunal de première instance et, en cas d'urgence, devant le président du tribunal.

.../...

En réalité, cet article conserve son utilité, notamment dans l'hypothèse où, au moment du mariage, chacun des époux a conservé son nom et que, par la suite, l'un des deux époux souhaite utiliser le nom de son conjoint à des fins professionnelles. De même si les époux, conformément à l'article 1er, ont choisi un nom commun composé de leurs deux noms, l'article 216 reste toujours utile puisque l'un des époux pourrait souhaiter exercer une activité professionnelle sous le seul nom de son conjoint.

Par contre si, au moment du mariage, les conjoints exercent chacun une activité professionnelle et s'ils choisissent, conformément à l'article 1er de la proposition, de conserver leur propre nom, il est permis de se demander si cette solution n'emporte pas dérogation implicite à l'article 216, § 2. L'auteur de la proposition devrait prendre position sur ce point.

.../...

2. L'indication du nom qui doit figurer en premier, si elle satisfait au souci d'égalité qui inspire la proposition, risque de créer des inconvénients pratiques préjudiciables aux tiers dans la mesure où il leur sera impossible d'identifier exactement la personne avec laquelle ils sont en rapport : celui qui rencontre pour la première fois M. et Mme Dupont-Dubois ne pourrait dire que le mari, avec lequel il traite, est M. Dupont ou M. Dubois.

3. La proposition, lorsqu'elle évoque un nom commun composé des noms respectifs, néglige l'hypothèse, très prévisible dans quelques décennies, où le nom de chaque conjoint serait déjà un nom composé. On imagine mal un nom commun composé de quatre patronymes.

Compte tenu des observations qui précèdent, le texte suivant est proposé :

"Article 1er.-

Lors de la célébration du mariage, les époux peuvent déclarer qu'ils porteront un nom commun composé du nom du mari suivi de celui de l'épouse, ou d'un des noms du mari suivi d'un des noms de l'épouse.

A défaut de pareille déclaration, chacun des époux conserve son nom".

Cet article pourrait former le 11° de l'article 76 du Code civil, qui énumère les mentions à porter dans l'acte de mariage.

.../...

Article 3.

Cet article ne mentionne que le premier enfant d'un couple, marié ou non. Il est évident que les enfants ultérieurs de ce couple porteront le même nom que celui donné au premier enfant. Ceci devrait être précisé dans le texte pour le rendre compatible avec l'intention de l'auteur de la proposition qui, dans les développements, prévoit que tous les frères et soeurs germains portent le même nom.

La même solution devrait être retenue pour tous les enfants adoptifs.

L'auteur de la proposition devrait tenir compte de la possibilité, prévue à l'article 56 du Code civil, d'une déclaration faite par le père ou la mère, voire par la personne qui assure la direction de l'établissement de soins, et adapter le texte en conséquence, l'article 3 impliquant nécessairement le concours des deux parents (cfr. le mot "conjointement").

En raison de l'observation faite au sujet de l'article 1er, il y a lieu d'écrire, à la fin de l'article 3 : "..., soit leur nom commun".

Article 4.

Pour respecter la liberté du choix et aussi l'égalité entre le mari et la femme, il est proposé d'écrire :

"Article 4.-

Seul l'un des noms composant le nom commun est transmissible à la seconde génération".

Article 5.

Conformément à la proposition faite pour l'article 1er, il y aurait lieu de rédiger l'alinéa 1er de l'article 5 comme suit :

"En cas de dissentiment des parents quant au nom de l'enfant, l'officier de l'état civil qui reçoit la déclaration de naissance donne à l'enfant un nom composé du nom du père suivi de celui de la mère".

Aux alinéas 2 et 3, il y aurait lieu de remplacer les mots "le juge de la jeunesse" par les mots "le tribunal de la jeunesse".

A l'alinéa 4, mieux vaudrait écrire :

"Le greffier du tribunal de la jeunesse ou, éventuellement, le greffier de la Cour d'appel, notifie le jugement ou l'arrêt passé en force de chose jugée, à l'officier de l'état civil du lieu de la naissance de l'enfant.

Celui-ci transcrit le dispositif de la décision intervenue en marge de l'acte de naissance de l'enfant".

.../...

Article 6.

Cet article doit être revu fondamentalement pour le mettre en concordance avec l'article 335 de la loi du 31 mars 1987 modifiant diverses dispositions légales relatives à la filiation.

Comme il a été suggéré à l'article 5 de la proposition, les mots "juge de la jeunesse", qui figurent deux fois dans l'alinéa 3, doivent être remplacés par les mots "tribunal de la jeunesse".

L'alinéa 4 doit être rédigé de la manière suivante :

"Le dispositif du jugement ou de l'arrêt passé en force de chose jugée est transcrit en marge de l'acte de naissance de l'enfant".

Article 7.

Les risques d'une grave insécurité juridique ne peuvent être méconnus.

Le législateur appréciera si, dans ces conditions, le texte peut être maintenu.

.../...

Article 8.

Le texte en projet, dans la mesure où il vise une autorisation de porter et d'utiliser le nom du conjoint pendant le mariage, invoque implicitement et exclusivement l'article 216, § 2, du Code civil puisque l'article 1er de la proposition ne comporte aucune autorisation.

L'article en projet ne vise nullement l'hypothèse où les époux, lors du mariage, ont convenu de porter un nom commun et ne règle donc pas les conséquences du divorce pour ce nom commun. Il faudrait que le texte soit complété pour régler cette dernière hypothèse.

Il conviendrait, d'autre part, de souligner le caractère contradictoire de la procédure en insérant les mots "le précédent mari étant appelé".

I. STAND VAN DE HUIDIGE WETGEVING.

Artikel 1 van het decreet van 6 fructidor jaar II bepaalt :

> Geen burger mag een andere naam en voornamen voeren dan die welke in zijn akte van geboorte vermeld zijn; ...;".

Strikt genomen heeft een kind volgens zijn akte van geboorte slechts voornamen (zie artikel 57 van het Burgerlijk Wetboek); de namen die in die akte worden vermeld zijn de naam van de vader en die van de moeder. Elkeen zou dus zonder het hierboven genoemde decreet te schenden, de naam van zijn vader of de naam van zijn moeder kunnen voeren, of de beide naast elkaar gezette namen. Als het Hof van Cassatie geoordeeld heeft dat de naam van het kind die van de vader is, dan is dat op grond van de uitlegging van artikel 1 van het decreet van 6 fructidor jaar II in het licht van een gebruik dat de steller van het voorstel doet teruggaan tot het oude Rome, maar dat wel veel ouder zou kunnen zijn.

Dat gebruik is echter reeds bij de wet bekrachtigd, en heel recentelijk nog bij de wet van 31 maart 1987 tot wijziging van een aantal bepalingen betreffende de afstamming en bij de wet van 27 april 1987 tot wijziging van een aantal bepalingen betreffende de adoptie. De eerstgenoemde wet heeft in het Burgerlijk Wetboek een nieuw artikel 335 ingevoegd waarvan paragraaf 1 het volgende bepaalt :

> "Het kind wiens afstamming alleen van vaderszijde vaststaat of wiens afstamming van vaderszijde en van moederszijde tegelijkertijd komen vast te staan, draagt de naam van zijn vader, behalve wanneer de vader gehuwd is en een kind erkent dat tijdens het huwelijk bij een andere vrouw dan zijn echtgenote is verwekt".

De tweede wet heeft in het Burgerlijk Wetboek een nieuw artikel 370 ingevoegd, waarvan paragraaf 3 bepaalt :

> "Door de volle adoptie verkrijgt het kind, in plaats van zijn naam, die van de adoptant of, in geval van volle adoptie door twee echtgenoten, die van de man.
>
> Volle adoptie door een vrouw, van het kind of adoptief kind van haar man, brengt evenwel geen wijziging in de naam van het kind".

Verbindt men het voorschrift van het fructidordecreet met het gebruik, dan komt men ten slotte tot een vrij eenvoudige en samenhangende regeling : het kind draagt de naam van zijn vader indien de afstamming van vaderszijde vaststaat ofwel op grond van het vermoeden van artikel 315 van het Burgerlijk Wetboek ofwel ten gevolge van vrijwillige of gerechtelijke erkenning of nog ten gevolge van adoptie. Het draagt de naam van zijn moeder indien alleen zijn afstamming van moederszijde vaststaat.

Ingevolge de hierboven gememoreerde regels, enerzijds die van de wet en anderzijds die van het gewoonterecht, mag een gehuwde vrouw geen andere naam dragen dan die welke zij vóór haar huwelijk droeg, d.w.z. de naam van haar vader, behalve als zij een buiten het huwelijk geboren kind is en haar afstamming slechts ten aanzien van haar moeder vaststaat. De openbare overheden kennen geen andere regel : een gehuwde vrouw wordt onder meer in de notariële akten en in de akten van de burgerlijke stand steeds met haar meisjesnaam aangeduid.

Daarnaast is er echter het gebruik of, juister gezegd, zijn er de gebruiken, want er bestaat geen eenvormig gebruik dat door iedereen wordt gevolgd.

Gewoonlijk draagt een gehuwde vrouw de naam van haar man en soms zelf zijn voornaam. Aangenomen wordt dat zij zelfs een openbare akte met de naam van haar man mag ondertekenen; geen enkel parket heeft ooit een gehuwde vrouw die op die wijze een akte heeft ondertekend, vervolgd wegens het openlijk dragen van een valse naam. De wetgever heeft dat gebruik zelfs min of meer bekrachtigd, met name door artikel 216, § 2, van het Burgerlijk Wetboek, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1976, volgens welke bepaling de ene echtgenoot in zijn beroepsbetrekkingen de naam van de andere mag gebruiken mits deze daarmee instemt.

Toch komt het steeds vaker voor dat een gehuwde vrouw die vóór haar huwelijk een beroep uitoefende, verkiest haar meisjesnaam in haar beroepsbetrekkingen te behouden om de praktische reden dat een groot aantal mensen haar slechts onder die naam kennen.

Overigens is het niet uitzonderlijk dat gehuwden hun beide, door een streepje verbonden namen gebruiken, waarbij de naam van de man doorgaans op de eerste plaats komt. De echtgenoten kunnen ook openbare akten met die twee namen ondertekenen, zonder blootgesteld te zijn aan vervolgingen en er in hun beroepsbetrekkingen gebruik van maken onder de voorwaarden bepaald in artikel 216, § 2, van het Burgerlijk Wetboek.

Wat een probleem doet rijzen is niet het ontbreken van enige reglementering, zoals de indiener van het voorstel aanvoert, maar wel het bestaan van gebruiken die niet in overeenstemming zijn met de wet.

De indiener van het voorstel verwijst ook naar de aanbevelingen van het ministercomité van de Raad van Europa, alsook naar het Verdrag inzake de uitbanning van alle vormen van discriminatie van vrouwen, opgemaakt te New York op 18 december 1979, goedgekeurd bij de wet van 11 mei 1983.

De aanbevelingen van het ministercomité van de Raad van Europa, of het nu die is van 24 september 1979 dan wel die van 5 februari 1985, doen voor België geen enkele juridische verplichting ontstaan. Zij zijn trouwens in zeer algemene bewoordingen gesteld en laten hoe dan ook de regeringen een grote vrijheid van handelen om het doel te bereiken dat zij zich stellen.

Het Verdrag van New York is uiteraard bindend voor België. Artikel 16 van dat verdrag bepaalt onder meer het volgende :

> "1. De Staten die partij zijn bij dit Verdrag, nemen alle passende maatregelen om discriminatie jegens de vrouw in alle aangelegenheden betreffende huwelijk en familiebetrekkingen uit te bannen, en verzekeren in het bijzonder, op basis van gelijkheid van de man en de vrouw :
>
> ...
>
> g) dezelfde persoonlijke rechten als echtgenoot en echtgenote, met inbegrip van het recht een achternaam, een beroep en een werkkring te kiezen;
>
> ...".

.../...

Dat artikel van het Verdrag legt de ondertekenende Staten weliswaar de verplichting op om maatregelen te nemen, maar bepaalt zich tot het aangeven van het doel dat met die maatregelen behoort te worden nagestreefd, zonder dat het de inhoud ervan nader omschrijft.

Voor het overige zij erop gewezen dat de handelwijze van de administratieve overheden, die in overeenstemming is met artikel 1 van het decreet van 6 fructidor jaar II en die erop gericht is om de vrouw na haar huwelijk de naam te laten behouden die zij tevoren droeg, ook beantwoordt, zowel aan de aanbevelingen van het ministercomité van de Raad van Europa als aan het Verdrag van New York, omdat de situatie van de vrouw in dit opzicht precies dezelfde is als die van haar man. Alleen wanneer in het huwelijk een kind geboren wordt is het anders. In dat geval draagt het kind immers, krachtens de wet, de naam van zijn vader.

II. ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Het aan de afdeling wetgeving van de Raad van State voorgelegde voorstel is niet zodanig dat het de toestand opheldert, want het laat de burgers een grote vrijheid om hun naam te kiezen en zelfs om van naam te veranderen en stelt geen regel, zelfs niet van aanvullend recht, zoals in sommige buitenlandse wetgevingen wordt gedaan. De tekst van artikel 1355 van het Duitse Burgerlijk Wetboek, ontstaan uit de wet van 14 juni 1976 tot hervorming van het huwelijks- en het familierecht, staat de

.../...

echtgenoten toe hun "huwelijksnaam" op het ogenblik van hun huwelijk te kiezen, maar er wordt aan toegevoegd, als bepaling van aanvullend recht ten aanzien van de wil van partijen, dat bij gebreke van keuze de huwelijksnaam de geboortenaam van de man dient te zijn.

Het is noodzakelijk te voorzien in een bepaling van aanvullend recht voor het geval dat de partijen nalaten een keuze te doen. Verderop wordt een tekst voorgesteld om het ontworpen artikel 1 in dat opzicht aan te vullen.

2. Bij het voorstel is een andere algemene opmerking te maken. In artikel 1 van het voorstel, maar vooral in artikel 7, wordt het traditionele beginsel van de vastheid van de naam losgelaten, welk beginsel tot dusverre als een beginsel van openbare orde werd beschouwd (1). Verandering van naam en van voornaam kan alleen geschieden in de wettelijke vormen, bepaald door de wet van 15 mei 1987 betreffende de namen en voornamen.

3. Het voorstel geeft ook aanleiding tot een opmerking over de vorm : aangezien de diverse bepalingen van het voorstel aangelegenheden regelen die betrekking hebben op de staat van personen, zou het beter zijn ze in het Burgerlijk Wetboek op te nemen in de vorm van nieuwe bepalingen of van wijzigingsbepalingen, al naar het geval. Het voorstel zou hoe dan ook bepalingen moeten bevatten die de nieuwe artikelen 335 en 358 van het Burgerlijk Wetboek wijzigen.

.../...

---

(1) Zie dienaangaande : DE PAGE "Traité élémentaire de droit civil", Deel I, 1962, nrs. 281 en 282; KLUYSKENS "Personen- en familierecht" 1950, nr. 32.

III. BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Artikel 1.

1. Men kan zich afvragen of artikel 1 van het voorstel verenigbaar is met artikel 216, § 2, van het Burgerlijk Wetboek, naar welk artikel het voorstel in zijn artikel 8 impliciet verwijst.

Artikel 216, § 2, bepaalt :

"De ene echtgenoot mag in zijn beroepsbetrekkingen de naam van de andere alleen met diens instemming gebruiken".

Bovendien bepaalt datzelfde artikel 216, § 2, dat wanneer de betuigde instemming wordt ingetrokken, hiertegen kan worden opgekomen bij de rechtbank van eerste aanleg en, in spoedeisende gevallen, bij de voorzitter van de rechtbank.

In werkelijkheid behoudt dat artikel zijn nut, onder meer in het geval dat elke echtgenoot bij het sluiten van het huwelijk zijn naam heeft behouden en dat nadien een van de echtgenoten de naam van de andere echtgenoot om beroepsdoeleinden wil gebruiken. Ook wanneer de echtgenoten overeenkomstig artikel 1 een met hun familienamen gevormde gemeenschappelijke naam gekozen hebben, blijft artikel 216 nog nuttig omdat het mogelijk is dat één van de echtgenoten een beroepswerkzaamheid zou willen uitoefenen onder de naam van de andere echtgenoot alleen.

.../...

Als de echtgenoten daarentegen bij het sluiten van het huwelijk ieder een beroepswerkzaamheid uitoefenen en als zij overeenkomstig artikel 1 van het voorstel kiezen voor het behoud van hun eigen naam, kan men zich afvragen of zo'n regeling geen impliciete afwijking van artikel 216, § 2, inhoudt. De indiener van het voorstel zou dienaangaande een standpunt moeten innemen.

2. Ofschoon het aangeven van de naam die op de eerste plaats moet staan, voldoet aan de gelijkheidsbetrachting die aan het voorstel ten grondslag ligt, zouden hieraan bezwaren van praktische aard vast kunnen zitten die nadelig zouden zijn voor derden, doordat zij de persoon met wie zij in contact zijn onmogelijk precies zullen kunnen identificeren : wie voor het eerst de heer en mevr. Dupont-Dubois ontmoet zou niet kunnen zeggen of de man met wie hij te maken heeft de heer Dupont of de heer Dubois is.

3. Waar het voorstel het heeft over een uit de respectieve namen gevormde gemeenschappelijke naam, gaat het voorbij aan het over enige decennia zeker te verwachten geval dat de naam van elke echtgenoot reeds een samengestelde naam is. Men kan zich bezwaarlijk een gemeenschappelijke naam indenken die zou bestaan uit vier geslachtsnamen.

Gelet op de voorgaande opmerkingen wordt de volgende tekst voorgesteld :

.../...

"Artikel 1.-

De echtgenoten kunnen bij de huwelijksvoltrekking verklaren dat zij een gemeenschappelijke naam zullen dragen, bestaande uit de naam van de man gevolgd door die van de echtgenote of uit een van de namen van de man gevolgd door een van de namen van de echtgenote.

Bij gebreke van een zodanige verklaring behoudt elk van de echtgenoten zijn naam".

Dit artikel zou 11° van artikel 76 van het Burgerlijk Wetboek kunnen vormen, in welk artikel de vermeldingen worden opgesomd die in de akte van huwelijk vervat dienen te zijn.

Artikel 3.

Dit artikel vermeldt slechts het eerste kind van een paar, of dat paar nu gehuwd is of niet. Het is duidelijk dat de volgende kinderen van dat paar dezelfde naam zullen dragen als die welke aan het eerste kind is gegeven. Zulks zou in de tekst moeten worden gepreciseerd om hem in overeenstemming te brengen met de bedoeling van de indiener van het voorstel die in de toelichting verklaart dat alle volle broeders en zusters dezelfde naam dragen.

Dezelfde regeling zou moeten worden aangenomen voor alle geadopteerde kinderen.

De indiener van het voorstel zou rekening moeten houden met de mogelijkheid, waarin artikel 56 van het Burgerlijk Wetboek voorziet, dat een geboorte wordt aangegeven

door de vader of door de moeder, of zelfs door de persoon die de leiding van de inrichting uitoefent, en de tekst zou dienovereenkomstig moeten worden aangepast, aangezien artikel 3 noodzakelijkerwijs impliceert dat beide ouders met hun tweeën handelen (cf. het woord "samen").

Wegens de opmerking die aangaande artikel 1 gemaakt is, schrijve men aan het slot van artikel 3 : "... of hun gemeenschappelijke naam".

Artikel 4.

Opdat de vrijheid van keuze en ook de gelijkheid tussen man en vrouw in acht wordt genomen, wordt voorgesteld te schrijven :

"Artikel 4.-
Alleen één van de namen waaruit de gemeenschappelijke naam bestaat kan aan de tweede generatie worden overgedragen".

Artikel 5.

Overeenkomstig het voor artikel 1 gedane voorstel zou het eerste lid van artikel 5 als volgt moeten worden gesteld :

"Bij onenigheid van de ouders over de naam van het kind geeft de ambtenaar van de burgerlijke stand bij wie de geboorteaangifte wordt gedaan, het kind een naam bestaande uit de naam van de vader gevolgd door die van de moeder".

.../...

In het tweede en in het derde lid zou het woord "jeugdrechter" vervangen moeten worden door het woord "jeugdrechtbank".

Het zou beter zijn het vierde lid als volgt te stellen :

"De griffier van de jeugdrechtbank of, in voorkomend geval, de griffier van het hof van beroep geeft van het in kracht van gewijsde gegane vonnis of arrest kennis aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats waar het kind geboren is.

Deze schrijft het beschikkend gedeelte van de genomen beslissing over op de kant van de akte van geboorte van het kind".

Artikel 6.

Dit artikel behoort grondig te worden herzien om het in overeenstemming te brengen met artikel 335 van de wet van 31 maart 1987 tot wijziging van een aantal bepalingen betreffende de afstamming.

Zoals ten aanzien van artikel 5 van het voorstel is voorgesteld, moet het woord "jeugdrechter", dat tweemaal in het derde lid voorkomt, worden vervangen door het woord "jeugdrechtbank".

Het vierde lid moet als volgt worden geredigeerd :

"Het beschikkend gedeelte van het in kracht van gewijsde gegane vonnis of arrest wordt op de kant van de akte van geboorte van het kind overgeschreven".

.../...

Artikel 7.

Het gevaar voor ernstige rechtsonzekerheid is niet denkbeeldig.

De wetgever dient te oordelen of de tekst onder die omstandigheden kan worden behouden.

Artikel 8.

In zover de ontworpen tekst doelt op een machtiging om de naam van de echtgenoot gedurende het huwelijk te dragen en te gebruiken, beroept hij zich stilzwijgend en uitsluitend op artikel 216, § 2, van het Burgerlijk Wetboek, aangezien artikel 1 van het voorstel geen enkele machtiging inhoudt.

Het ontworpen artikel betreft geenszins het geval dat de echtgenoten, bij hun huwelijk, overeengekomen zijn om een gemeenschappelijke naam te dragen en regelt dus niet de gevolgen van echtscheiding ten aanzien van die gemeenschappelijke naam. De tekst zou moeten worden aangevuld om dat laatste geval te regelen.

Overigens zou beklemtoond moeten worden dat de rechtspleging op tegenspraak geschiedt; dit kan worden gedaan door invoeging van de woorden : "nadat de vroegere echtgenoot is opgeroepen".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J-.Cl. GEUS, staatsraden,

Cl. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

J. DE GAVRE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. A. MERCENIER, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. MERCENIER, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. J.-J. STRYCKMANS.